

# Médecine : des étudiants seront appelés à s'exiler

■ La "double cohorte" qui sortira en 2018 ne pourra être encadrée en Belgique.

Dans les facultés de médecine, on ne s'ennuie jamais. Alors que la saga de l'examen d'entrée s'apaise momentanément, c'est un autre dossier qui s'impose progressivement : celui de la double cohorte.

Ce jeudi, plus de 200 étudiants en médecine manifestaient à son sujet devant le cabinet de la ministre de la Santé Maggie De Block (Open VLD). La semaine dernière, les doyens francophones des facultés de médecine tiraient la sonnette d'alarme, alors que l'UCL a été jusqu'à dédier à la double cohorte une cellule de pilotage et que le conseil rectoral l'évoque chaque semaine.

## 1 De quoi s'agit-il ?

La double cohorte a pour origine la réduction, en 2012, de la durée des études de médecine qui sont passées de 7 à 6 ans. En conséquence, deux promotions termineront leur master de médecine en même temps en juin 2018. Cette "double cohorte" représente 1 800 étudiants francophones.

## 2 Quelles sont les conséquences ?

La difficulté essentielle liée à cette double cohorte tient à ce que les étudiants devront choisir en juin 2018 un master de spécialisation vers la médecine générale, la cardiologie ou la pédiatrie, par exemple. Or, pour suivre ces spécialisations, les étudiants doivent impérativement suivre des stages. Et le problème, comme le révélait "La Libre" en janvier dernier, est qu'il devrait manquer plus de mille places de stage pour les étudiants francophones, et près de 450 pour les étudiants néerlandophones (la pénurie de places est moindre en Flandre car un examen d'entrée y avait été mis en place). En l'état, le risque est donc réel que des centaines d'étudiants ne puissent pas poursuivre leur formation. Cette importante pénurie s'explique en grande partie par les coupes budgétaires prévues par le fédéral dans le domaine de la santé. Comme ce sont essentiellement les hôpitaux qui financent les stagiaires, ces hôpitaux ne peuvent

plus s'engager à en prendre des supplémentaires, au vu des restrictions budgétaires. "On fait face ici à la première grave conséquence des choix budgétaires du gouvernement fédéral", s'insurge Maxime Mori, le président de la Fef, la Fédération des étudiants francophones.

## 3 Que peut le politique ?

Il peut délier les cordons de la bourse, afin que puissent s'ouvrir des places de stage supplémentaires. Le seul hic, c'est que plus personne n'a d'argent. Ni au fédéral (qui est l'acteur principal du dossier), ni dans les Communautés appelées à la rescousse. Or, il a été estimé que pour gérer cette double cohorte au niveau de la seule Communauté française, il aurait fallu prévoir 300 millions d'euros. Le fait que personne au niveau politique n'ait anticipé les défis liés à cette double cohorte, malgré les multiples mises en

garde, reste en travers de la gorge des doyens et des étudiants.

## 1061

### Places de stage

Selon la commission de planification, il manquera en 2018 plus de mille places de stage pour les francophones.

## 4 Quelles sont les alternatives ?

Deux pistes sont principalement envisagées. La première serait d'envoyer une partie des étudiants suivre leur stage à l'étranger. Des discussions sont entamées avec des pays francophones, mais elles sont difficiles. La France a ainsi accepté d'accueillir des étudiants belges, mais elle demande au pays d'assurer leur financement. Cette piste ne tient donc pas pour le moment.

Une autre solution serait d'encourager la médecine hors Inami. Dans le cadre de la médecine du travail, dans la recherche ou encore dans la gestion de données médicales, par exemple. Dans plusieurs de ces filières, il reste des places de stage disponibles. Cette piste est envisagée, mais elle attire peu les étudiants.

"L'absence de solution est dramatique, explique Quentin Lamelyn, président du Cium, le Comité interuniversitaire des étudiants en médecine. De plus en plus d'étudiants pensent à s'exporter à l'étranger pour y faire leurs études. Vous imaginez que, faute d'anticipation, on va pousser des étudiants formés chez nous à partir, alors que dans le même temps on doit importer des médecins étrangers pour faire face à la pénurie ? Cette situation est hallucinante."

BdO